

Robert Chapuis

le dépassement

Ceux qui ont adhéré au PSU avant 68 l'ont fait contre la SFIO, contre le « molletisme » et tout ce qu'il représente. Ceux qui sont restés après 1968, ceux qui les ont rejoint alors se sont définis ensemble comme militants révolutionnaires, engagés dans les luttes les plus significatives. Ensemble, en mars 1969, à travers les dix-sept thèses du Congrès de Dijon, nous avons affirmé l'actualité du socialisme et tenté d'en définir les exigences. En 1970-71, le PSU a vécu toutes les difficultés et les contradictions de l'extrême gauche : il a failli sombrer, comme toutes les organisations analogues en Europe. Il a réussi à survivre au prix de nombreux départs vers les courants trotskistes ou maoïstes, parfois vers le PS, le plus souvent par un retrait sur l'action syndicale.

Après avoir touché le fond, le parti réussit à rebondir : après le Conseil de Juvisy en juin 1972, une majorité se dégageait sur une ligne politique, celle du socialisme autogestionnaire. Elle se retrouva, encore plus large, autour du Manifeste de Toulouse, en décembre 1972. C'est sur cette base — et par opposition au Programme commun — que de nombreux militants ont adhéré au parti, pendant et après la campagne législative. Les luttes de 1973, et particulièrement celle de Lip, vérifiaient nos thèses et accroissaient du même coup notre audience.

En novembre 1973, un Conseil national émit un refus et un choix. **Le refus** d'un parti fermé sur lui-même qui, — pour les uns — aurait renouvelé, dans un lieu plus ou moins grand et avec la perspective autogestionnaire, l'expérience du Parti communiste des années trente, l'expérience de la bolchevisation ; et — pour les autres — aurait permis d'acquérir plus de force, avant l'épreuve de l'action commune. **Le choix** d'inscrire le socialisme autogestionnaire dans l'unité populaire à travers la recherche d'un pacte d'action anticapitaliste et la construction d'une force

politique autogestionnaire.

Par ce choix, le PSU montrait la nécessité de lier et non pas d'opposer prise de pouvoir et transformation du pouvoir. L'une n'est pas antérieure à l'autre. Il faut créer les conditions d'un mouvement populaire qui permette à la fois la mise en cause du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie et la transformation des conditions et de l'exercice mêmes du pouvoir, au profit des travailleurs eux-mêmes. Nous avons à peine tiré les conséquences du Conseil de novembre (discussion avec le PCF ; préparation d'Assises nationales pour l'autogestion, permettant le passage du CLAS à un « mouvement » plus large) que nous avons dû affronter l'élection présidentielle.

l'autonomie en question

A propos de la candidature Piaget, les débats du Conseil furent longuement ouverts : certains renouvelèrent leur opposition à la stratégie unitaire, mais — malgré leur curieux ralliement tactique à la ligne du socialisme autogestionnaire — ne parvinrent pas à convaincre grand monde ; un petit nombre d'entre eux quittait alors le PSU, sous prétexte de le maintenir ! On vit aussi réapparaître le débat sur l'autonomie du parti : pour certains, il fallait affirmer l'autonomie de l'organisation en présentant un candidat et se rallier politiquement au candidat de la gauche au second tour ; pour d'autres, il fallait affirmer, de façon autonome, la ligne du socialisme autogestionnaire mais l'inscrire dès le début dans un cadre unitaire : cette autonomie « politique » leur paraissait possible par le poids qu'apportait la CFDT et par la capacité de Mitterrand à prendre en compte cette ligne et pas seulement celle du Programme commun.

Ces derniers obtinrent une nette majorité et le parti s'efforça de mener une campagne autonome dans un cadre unitaire : il y parvint

plus nettement dans la dernière semaine que durant les précédentes. La possibilité d'une victoire de la gauche lança un nouveau débat, en liaison avec la question du pouvoir (en vue de le prendre et de le transformer à la fois) : faudrait-il ou non envisager une participation au gouvernement ? Le résultat du 19 mai empêcha ce débat, mais le parti avait largement pris conscience de la nécessité d'une concordance (et non d'un affrontement) entre l'action gouvernementale et la mobilisation populaire ; l'une devrait nécessairement s'appuyer sur l'autre, en raison des conditions et des conséquences de la victoire.

Ainsi, en quelques mois, le débat tactique et stratégique connaissait une incroyable accélération, ce qui n'allait pas sans désorienter les militants qui voyaient des positions prises avant qu'ils en aient tous largement débattu. Certains voyaient dans cette précipitation une astuce de la direction pour empêcher le débat ; d'autres, plus réalistes, voyaient bien que les événements n'attendent pas toujours la conclusion des débats entre militants. Il est du rôle d'une direction élue en Congrès de faire face à l'événement, quitte à en répondre devant le prochain Congrès et à tirer les conséquences d'un éventuel désaveu.

un parti de masse.

Après le 19 mai, loin de s'arrêter, l'histoire s'accéléra encore davantage. Placée devant la perspective du pouvoir, la gauche avait montré sa force, mais aussi ses faiblesses et ses contradictions. Leur évidence serait vite masquée par le retour à la « normale », qu'il s'agisse de l'action syndicale ou des luttes politiques entre le régime et l'opposition. Ne fallait-il pas profiter de l'événement — la campagne présidentielle — pour tenter de surmonter les difficultés de la gauche et engager une restructuration du mouvement ouvrier et socialiste avec la force toute neuve du socialisme autogestionnaire ?

Le 25 mai, François Mitterrand ouvrait la possibilité de propositions qui iraient en ce sens. Le PSU, le 26, la CFDT le 27, manifestaient — à leur niveau respectif et par la voix de leur direction — leur désir d'engager une telle restructuration et de lui donner des chances d'aboutir : il s'agissait ainsi de maintenir l'unité des forces populaires, tout en

leur donnant un axe offensif : il y fallait une organisation politique de masse capable, malgré les inévitables ambiguïtés et contradictions, de donner plus de force au socialisme autogestionnaire. C'est dans cet esprit que des militants syndicalistes et autogestionnaires lançaient l'appel du 11 juin, bientôt repris sur une base plus régionale. Cette perspective — pour ne pas se noyer dans la mouvance socio-culturelle, voire idéologique qu'entraîne le socialisme autogestionnaire — posait nécessairement la question du Parti Socialiste, et du PS dans son ensemble, car on voit mal comment ce parti, renforcé par la candidature de son Premier secrétaire, pourrait accepter d'être découpé en tranches ! Car de la même façon qu'il ne peut y avoir de victoire de la gauche sans une réelle unité avec le Parti communiste, il ne peut y avoir de force socialiste importante dans ce pays sans affronter la question du Parti socialiste.

Celui-ci, non sans mal, à la mi-juin, accepta l'ouverture du dialogue et la proposition d'une rencontre des forces socialistes à l'automne. Les signataires de l'appel du 11 juin précisèrent le sens qu'ils donnaient à une telle rencontre. Le 30 juin, la DPN du PSU acceptait unanimement la participation à de telles assises, mais seule une majorité entendait leur donner une signification ultérieure, en vue d'une restructuration des forces socialistes et de l'effort que nécessite l'apparition d'une organisation politique de masse, puissance et crédible, suffisamment appuyée sur la ligne du socialisme autogestionnaire. C'est le parti dans son ensemble qui devra dire, à travers un Conseil national, comment il conçoit l'intervention de ses militants aux Assises et quelle portée le PSU donne à cette rencontre et au bilan qui pourra en être tiré.

Enfin, le 3 juillet, se tenait la première réunion des représentants des trois composantes de ces Assises (PS-PSU-signataires de l'appel) : ils en fixaient la date aux 12 et 13 octobre et s'organisaient en groupes de travail pour les préparer efficacement.

savoir choisir

Ce rappel historique montre la rapidité des évolutions et la brutalité des choix : l'incertitude fait parfois que l'on veut débattre

avant tout ! D'accord, mais vient un moment où il faut décider. A cet égard, le Conseil national sera une instance importante, sachant bien qu'en dernière analyse, seul un Congrès peut décider de l'avenir du parti, quand cet avenir est effectivement en jeu. Les Assises du socialisme, par leurs conclusions — mais par leurs conclusions seulement — peuvent poser question sur cet avenir : c'est pourquoi le Congrès du parti devra s'en saisir, probablement en décembre.

Pourquoi choisir ? Il pourrait être fort simple de s'en tenir au développement des partis sur la base du Manifeste de Toulouse et dans un cadre unitaire. Or, ce serait choisir, qu'on le veuille ou non, le repli sur soi au moment où tout bouge, où se dessinent des stratégies de victoire, où s'esquissent — dans la société et dans le rapport des forces — des changements fondamentaux. Il faudrait tirer les conséquences d'un tel choix : c'est la constitution, face à l'union de la gauche, d'une avant-garde, d'un pôle d'extrême gauche, qui fait de l'autogestion l'occasion d'une rupture à la fois politique et organisationnelle, avec les réformistes, avec ceux pour qui les élections sont une échéance essentielle, avec les tenants du Programme commun. C'était bien le but que certains assignaient à la candidature Piaget et ce n'est pas loin d'être la stratégie du FCR qui vient de trouver à l'autogestion des vertus qui lui étaient refusées par la Ligue communiste.

Il est un autre choix qui vise à préserver les acquis politiques, même s'il doit y avoir des mises en cause organisationnelles : si le développement du socialisme autogestionnaire passe par le dépassement du PSU, parti de militants, dans un parti de masse capable de donner à l'action militante plus d'audience et de crédibilité, que faut-il choisir ? Les militants du PSU se caractérisent par leur sens de l'action de masse plutôt que par l'esprit de boutique : c'est une chance que n'ont pas eue tous les groupes, tous les partis. C'est pourquoi le débat peut s'ouvrir, au-delà

des tabous et des adhésions affectives, pour savoir comment notre génération peut faire autre chose que transmettre à la suivante le flambeau des espoirs du socialisme, et comment elle peut contribuer à enflammer notre vieux monde, celui d'aujourd'hui pour que le socialisme soit à l'ordre du jour non plus des congrès et des débats théoriques, mais du mouvement réel des masses, dans leur volonté collective de mettre fin à l'exploitation et aux oppressions qui ne cessent de se renforcer sous le couvert du modernisme et du libéralisme.

Ce choix implique que tout soit fait pour permettre la naissance de la force politique nouvelle, socialiste et autogestionnaire dont le mouvement ouvrier a besoin. Les militants révolutionnaires ne peuvent se contenter de préparer la victoire des alliances réformistes entre les tenants de la IIème et ceux de la IIIème Internationales. Il leur faut tenter, une nouvelle fois, de changer les enjeux. Le Parti socialiste, parce qu'il s'est renouvelé en 1971, parce qu'il a signé un accord avec le Parti communiste, parce qu'il a bénéficié d'apports militants depuis 1973, parce qu'il a aussi démontré ses contradictions lors de la campagne présidentielle, ne peut être identifié à l'ancienne SFIO. Il est temporairement disponible pour participer à des mutations importantes, dont dépend — nous en sommes sûrs — la victoire de la gauche. Il lui appartient d'en tirer les conséquences, pour son propre dépassement. Le PSU doit savoir en faire autant, en fonction de sa propre nature, de ses propres orientations. Les Assises du socialisme permettront de savoir si un avenir est possible, moins pour les organisations que pour les milliers de militants disponibles qui attendent de ceux qui mènent aujourd'hui le combat politique de leur donner les moyens de leur engagement dans une force puissance et crédible, pour que la victoire du socialisme cesse d'être un slogan et revienne une réalité.

Robert CHAPUIS ■